

LES MUTATIONS DU MILIEU RURAL A PROXIMITÉ DE LA VILLE AU NORD DE BANGUI (CENTRAFRIQUE)

Jean-Luc PIERMAY

7, rue des Épinettes, 75017, Paris

RÉSUMÉ

Pour certaines catégories de citoyens, perdant leur emploi ou expulsés de leurs champs par l'extension des équipements publics, Bangui est devenu un milieu répulsif. L'exode urbain qui en résulte permet le repeuplement des villages peu éloignés et en bouleverse les structures sociales et économiques.

Ce dynamisme a mené à une impasse : l'attrait de revenus élevés, permis par la pratique des activités de cueillette, conduit à une surexploitation du terroir, sans être suivi d'une véritable volonté de développement. Actuellement plus attachée à favoriser les fonctionnaires détenteurs de terrains cadastrés et à poursuivre la politique axée sur les produits d'exportation, l'administration centrafricaine n'est pas capable d'aider des agriculteurs pourtant ouverts au changement dans une région qui ne manque pas de possibilités pour le ravitaillement de la grande ville.

ABSTRACT

THE TRANSFORMATION OF RURAL LAND NEAR TOWN, NORTH OF BANGUI (CENTRAL AFRICA)

Bangui has come to repulse, instead of attract, certain categories of town-dwellers, those who have lost their jobs or been evicted from their fields by the extension of community equipment. The resulting urban exodus means that nearby villages have become repopulated and their social and economic structures completely disorganized.

This movement has resulted in an impasse: the high incomes obtained through gathering lead to the soil being overworked, while no real effort towards development follows up this practice. The Central African Government, more concerned with favouring the civil servants who own cadastral land and pursuing a policy based on export production, is currently incapable of assisting these farmers, although the latter are willing to accept change and the region is full of possibilities for supplying the nearby town.

La région de Bangui, ville de 300.000 habitants (1), étonne par son faible peuplement. Elle est la partie la moins peuplée du pays, si l'on excepte les vastes secteurs déserts du nord-est et de l'est. Dans un demi-cercle de 150 km de rayon centré sur Bangui et englobant la région située au nord de la ville, correspondant approximativement à la zone de

savane, seuls 60.000 habitants peuvent être dénombrés, soit 1,7 habitant au kilomètre carré. La proximité de la capitale semble avoir stérilisé l'éclosion de centres de quelque importance. Dans les 250 premiers kilomètres, M'Baiki (110 km au sud, en zone forestière), avec 12.500 habitants, est la plus grande ville. La savane est encore beaucoup

(1) Les données démographiques proviennent d'une estimation faite dans le cadre des opérations préliminaires du recensement général de la population de 1974 qui, lui, a été très fortement « gonflé » avant publication. L'estimation donnait 250.000 habitants pour la commune de Bangui. L'agglomération déborde quelque peu les limites communales.

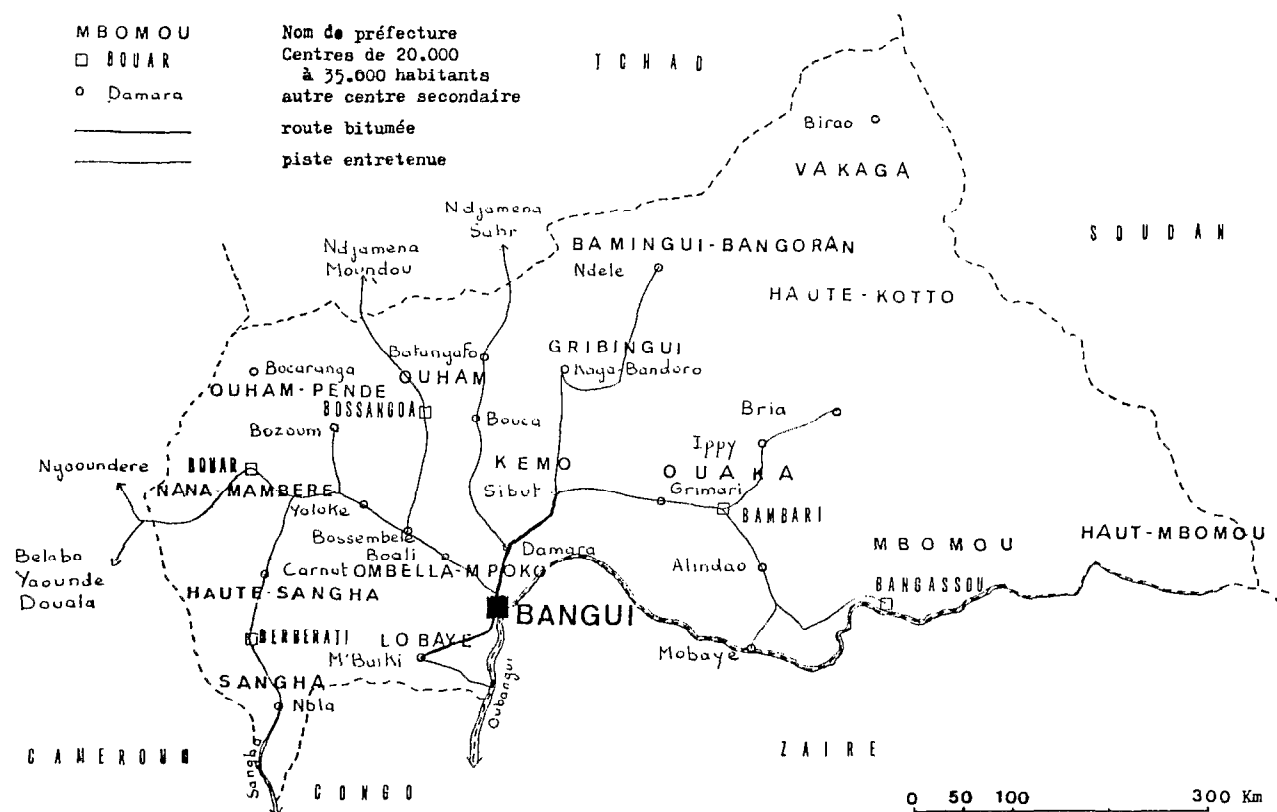


Fig. 1. — Croquis de localisation.

plus pauvre : Sibut, à 187 km, est la première ville de plus de 10.000 habitants ; Bossembele — à 157 km —, Yaloke — à 225 km — tous deux sur la piste du Cameroun, en comptent à peine 5.000. Damarara (76 km) seul centre entrant dans le cadre de cette étude, n'en abrite pas 2.000.

Comme dans tout le pays, les villages ont été regroupés autoritairement entre 1919 et 1940 le long d'un petit nombre de pistes tracées par l'administration coloniale. Seules trois routes partent de Bangui ; celle du nord-est, vers Damarara, fait l'objet du présent travail, à partir du km 12, qui correspond à la fois à la bifurcation de la piste du Cameroun et au dernier quartier (Begwa) de l'agglomération de Bangui. Entre Bangui et Begwa, la route longe un escarpement de ligne de faille au pied duquel est bâtie la ville et qui marque l'extrémité sud d'une zone de collines (600-700 m) correspondant à un horst. Peu après Begwa, la route pénètre dans ce secteur accidenté en suivant de petites rivières. Les terroirs comprennent d'étroits fonds de vallées et de longs versants boisés. Au km 30, la forêt tropicale disparaît assez brusquement des versants, laissant la place à une savane pauvre en espèces

ligneuses, beaucoup plus pauvre que la savane existant plus au nord, sur les plateaux de la dorsale centrafricaine. La hauteur des collines diminue ensuite progressivement et la route est tracée jusqu'à Sibut sur un plateau plus ou moins entaillé par les rivières et qui correspond à une surface d'érosion.

Le long de la route, les densités linéaires sont faibles ou très faibles, sauf près de la capitale (85 h/km linéaire entre km 14 et km 30). Le canton Ombella (km 79 à km 107) est désert (8 h/km linéaire). Les villages sont minuscules (moins de 100 habitants en moyenne). Les densités linéaires ne se relèvent nettement qu'au nord de Sibut ; les villages y sont aussi plus peuplés.

Le sous-peuplement de ses environs est un obstacle à la vie de la capitale et à son rayonnement. Son ravitaillement est rendu difficile par les grandes distances qui ont pour conséquence une sensible élévation des prix. Les relations des citadins avec leurs régions d'origine, de l'administration centrale avec les services des préfectures, des commerçants avec lieux d'approvisionnement, sont également

difficiles et précaires. En revanche, l'impact social et économique de la ville sur les communautés villageoises réduites des environs est certainement très grand, en rapport avec le très fort contraste de peuplement.

L'évolution de la population du milieu rural proche de Bangui

Les très faibles densités de population aussi bien spatiales que linéaires, la petitesse des communautés villageoises, font penser à un exode rural intense qui aurait, depuis de nombreuses années, opéré une énorme ponction sur les effectifs humains. Malheureusement, les migrations ne peuvent être étudiées de manière globale et homogène, en raison de l'insuffisance des données. Deux types différents d'occupation de l'espace doivent être distingués au préalable, en raison de moyens d'investigations propres à chacun d'eux : occupation linéaire le long des pistes, et occupation spatiale à proximité des centres urbains.

LE LONG DE LA ROUTE

Les seuls documents démographiques susceptibles de retracer l'évolution de la population sont les recensements administratifs, qui servent de base au prélèvement de l'impôt. La série étant en grande partie perdue par suite d'une mauvaise conservation des archives, seule a pu être retracée l'évolution des 9 dernières années. Moyens d'investigation peu élaborés, ils ne fournissent qu'un nombre très restreint de données. Mais l'imprécision des méthodes employées rendrait inutilisable une enquête plus complète. Le dénombrement de la population est, en revanche, relativement digne de foi et permet des comparaisons d'une année à l'autre.

Les photographies aériennes fournissent un autre moyen d'approche, en permettant, au niveau de la localité (1), le dénombrement des maisons, ce qui peut être une indication du nombre des habitants. Deux missions ont été effectuées sur l'ensemble de la région par l'I.G.N., pendant les saisons sèches des années 1950/51 et 1959/1960. Mais l'échelle trop petite, 1/50.000^e, est un obstacle au déchiffrement. Seule la deuxième mission, de qualité technique bien supérieure, permet une approximation relativement satisfaisante. Par comparaison avec la situation lors de la proclamation de l'indépendance, l'état actuel a été étudié lors d'enquêtes faites sur le terrain.

A travers les recensements administratifs

Pour l'ensemble de la sous-préfecture de Damara, les recensements administratifs montrent une lente, mais régulière augmentation de la population : 10.391 h. en 1966, 12.223 h. en 1975 (progression annuelle : + 1,8 %).

Cette progression a été inégale selon les secteurs. Trois cantons sur dix seulement dépassent la moyenne de la sous-préfecture, mais de manière considérable : Monzo (+3,3 %/an), Ombella (+4,2 %/an), La Pena (Damara centre, 4 % par an). Tous trois sont situés sur la route de Sibut et sont les plus proches de Bangui. Six cantons ont connu un accroissement modéré, compris entre 0 et +1,8 %. En revanche, un seul a subi une diminution de population, le canton M'Poko, situé sur une piste isolée, au nord-ouest de Damara. La tendance actuelle est donc une sensible augmentation de la population, qui semble en rapport avec la proximité et l'accessibilité de la capitale.

La progression a également été inégale dans le temps pour les différents secteurs :

TABLEAU I
Pourcentages annuels d'accroissement de la population.

Canton	Tronçon	Moyenne 1966/1970	Moyenne 1970/1972	Moyenne 1972/1975	Moyenne 1966/1975
Commune MPOKO.....	km 12-km 30	?	?	?	?
MONZO.....	km 30-km 51	+9	+8,2	+5,7	+7,5
MONZO.....	km 51-km 75	-1,5	+1,5	+3,2	+0,75
LA PENA.....	Damara	+7,7	+5,8	-1,6	+4
OMBELLA.....	km 77-km 107	+5,8	+2	+3,5	+4,2
LIBI.....	km 107-km 134	+1,7	+0,75	+1,9	+1,5

(1) La localité est une agglomération plus ou moins grande de maisons, rapprochées ou peu éloignées les unes des autres.

Le village est la plus petite unité administrative en milieu rural.

Le quartier est la plus petite unité administrative en milieu urbain.

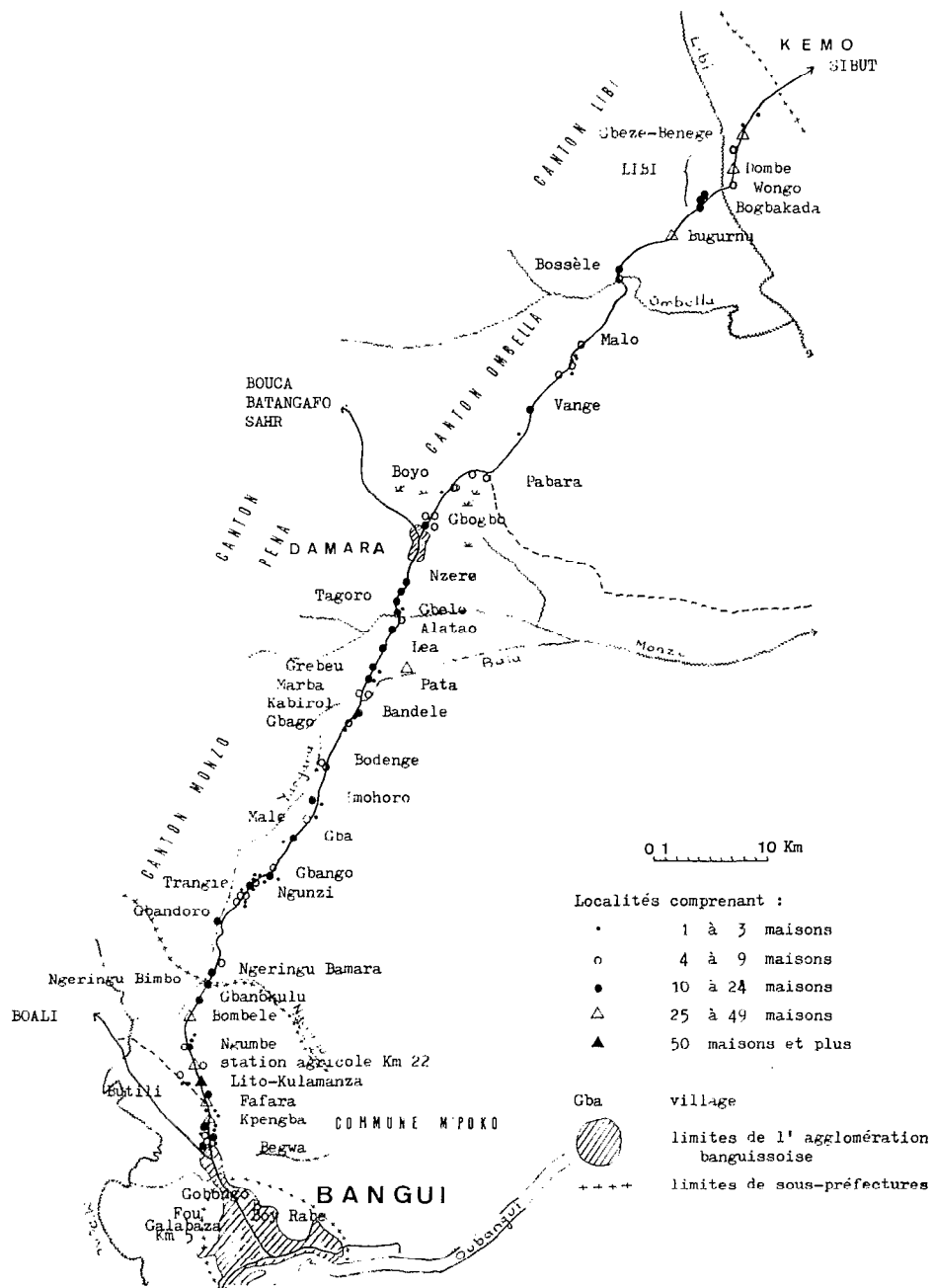


Fig. 2. — Nombre de maisons par localité d'après photographies aériennes 1959-1960.

Plusieurs types d'évolution peuvent être distingués. Les deux tronçons qui ont le plus bénéficié du mouvement récent, Monzo I et La Pena, voient leur avantage diminuer régulièrement depuis 1966. Pour le secteur Monzo II, on remarque une tendance au relèvement des pourcentages qui restent encore modestes. L'évolution des deux derniers cantons,

Ombella et Libi, est plus troublée, malgré une augmentation sensible de leur population.

D'après les photographies aériennes et les enquêtes sur le terrain

En 1960, à quelques exceptions près (village de Pata et quelques maisons isolées sur l'ancienne piste

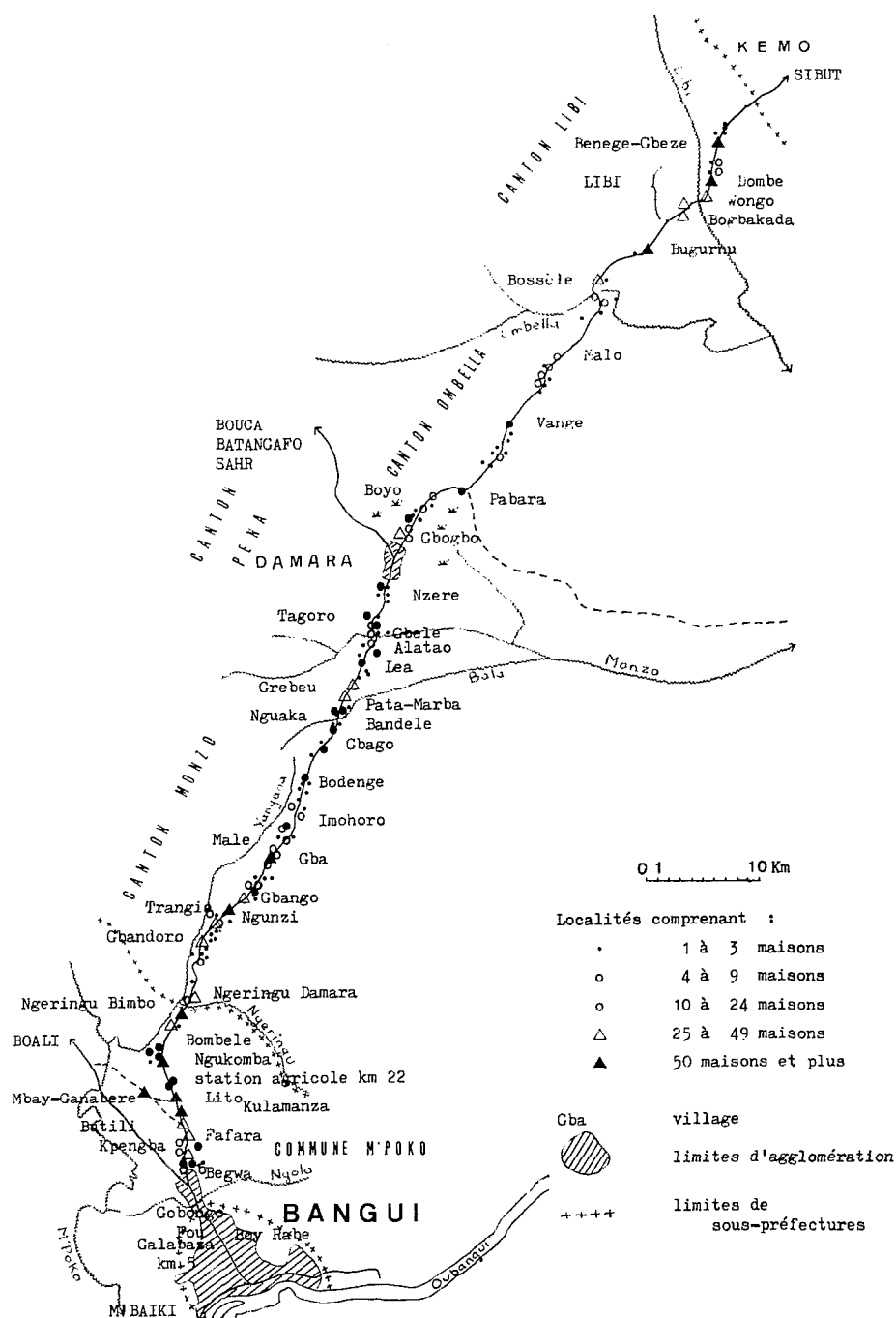


Fig. 3. — Nombre de maisons par localité d'après enquête sur le terrain. Avril 1976.

de Boali), la route concentrait la totalité de la population. 38 chefs de village (1) se partageaient les 122 km de route qui séparent Begwa de la limite

de la préfecture de la Kemo. Les communautés villageoises, très petites, comprenaient en moyenne 28 maisons ; certaines étaient minuscules, notamment

(1) Non compris les centres urbains de Begwa et de Damara.

dans le canton Ombella. L'habitat était dispersé puisqu'il existait 115 localités totalisant 1069 maisons. Ces localités étaient des groupements très restreints : les deux tiers concentraient moins de dix maisons. Les exceptions étaient rares, et pour la plupart situées à proximité immédiate de Bangui : Lito-Kulamanza (km 21) dépassait seul les 100 foyers. Cinq groupements seulement en comptaient entre 30 et 50 (fig. 2).

Seize ans plus tard, l'enquête menée sur le terrain a révélé une nette augmentation de la population, sans qu'il y ait eu de transformation fondamentale dans l'occupation de l'espace. 158 localités (+37 % par rapport à 1960) groupent 1840 maisons (+72 %). Malgré ce fort accroissement du nombre des ménages, et donc du nombre d'habitants, la liste des communautés villageoises est restée la même, exceptées trois créations (Yangana et Mbay Ganabere sur l'ancienne route de Boali ; dédoublement de Gbaya en Gbango et Trangie) (fig. 3).

La localisation de l'habitat a pourtant fortement changé dans le détail, à tel point qu'il est souvent difficile de reconnaître sur les photographies aériennes de 1960 quel est l'ancêtre d'une localité actuelle. Parmi les transformations spectaculaires, on peut citer le déplacement de Pata le long de la route, le relogement des habitants de Lito dans les maisons en semi-dur du nouveau « village pilote » du km 22 et la croissance rapide des localités situées sur l'ancienne route de Boali. Nombreux sont aussi les déplacements de faible ampleur. La localisation de

l'habitat n'est pas encore fixée et suit toujours les règles traditionnelles des déplacements en fonction des événements survenant dans la communauté. Ce phénomène est très certainement lié à l'absence d'investissements importants et d'équipements en dur dans les villages.

L'augmentation du nombre des constructions a été très inégale selon les secteurs (tabl. II).

La croissance la plus forte a été enregistrée, non pas à proximité immédiate de l'agglomération, mais le long du deuxième tronçon. On peut avancer à titre d'hypothèse que le tronçon Begwa-Ngeringu était déjà assez fortement occupé et que le deuxième tronçon présente, entre 1960 et 1976, un phénomène de rattrapage. La croissance s'est faite exclusivement en bordure de la chaussée ; il n'y a eu ni formation de village-tas, ni début d'urbanisation. Du km 51 à Damara, le nombre des constructions a été très réduit, ce qui confirme la croissance « anormalement » faible de ce secteur. Enfin, la progression est modérée ou moyenne au-delà de Damara.

Begwa, quartier périphérique de la capitale, s'est considérablement agrandi entre 1960 et 1976. De même, le centre urbain de Damara a connu une progression importante (+92 %). En 1976, Damara comprend les mêmes quartiers qu'en 1960 ; les limites de l'agglomération ont peu varié. L'évolution se marque presque exclusivement par une très forte densification des constructions dans les quartiers préexistants.

DANS L'AURÉOLE PÉRI-URBAINE

Le même phénomène d'augmentation de la population est sensible en dehors des routes, à proximité immédiate de Bangui. La cartographie de cet habitat extra-routier est très difficile, car les documents manquent. Les photographies au 1/50.000^e permettent mal de repérer ces groupements de maisons restreints et isolés du fil directeur que constituent les routes. Par suite des difficultés d'accès, ces localités sont peu connues, même par l'administration. Seuls des encadreurs consciencieux des services de l'agriculture y arrivent parfois.

Plus encore qu'en milieu purement rural, l'organisation administrative est malaisée à saisir : le « village » étant lié à la communauté sociale et non au territoire géographique, l'homme qui s'installe à la périphérie des terres de cultures de la capitale continue d'appartenir au même village, même si le centre de celui-ci est très éloigné. Ainsi, de nombreux hommes du quartier Ngo Michel (Galabaza, commune de Bangui) ont construit des maisons à 15 km de là, en pleine commune de la M'Poko (sous préfecture de Bimbo). Malgré leur localisation, les nouveaux hameaux dépendent toujours du même quartier, donc

TABLEAU II

Évolution du nombre de constructions : route Bangui-Damara, limite de la Kemo

Tronçon	Nombre total de maisons		Nombre de maisons par kilomètre		% d'accroissement 1960/1976
	59/60	1976	59/60	1976	
(Begwa)-Ngeringu km 13-km 30.....	399	669	24,9	41,8	68
Ngeringu-Imohoro km 30-km 51.....	152	414	7,2	19,7	172
Bodenge-Tagoro km 51-km 75.....	226	255	9,4	10,6	13
DAMARA					
Gbogho-Ombella km 77-km 107.....	103	153	3,4	5,1	49
Bossele-Benege km 107-km 134....	189	349	7	12,9	85
TOTAL.....	1069	1840	9	15,5	72

de la commune de Bangui. Les recensements administratifs, établis par « village » (et en milieu urbain par quartier), ne sont ici d'aucune utilité, car ils ne distinguent pas dans le décompte les deux emplacements, le rural et l'urbain. Quant aux autres recensements, comme le recensement général de la population de 1975, leurs enquêteurs ne sont pas parvenus dans ces localités d'accès difficile. En revanche, le ministère de l'Agriculture fournit au début de chaque campagne un dénombrement des exploitants. Malgré ses imperfections, et l'imprécision des informations, celui-ci constitue le seul document permettant de montrer l'importance relative de l'habitat extra-routier.

Le secteur où existe un habitat non lié à la route ne semble pas dépasser la limite entre les sous-préfectures de Bimbo et de Damara. Au maximum, la distance entre les quartiers populaires centraux de Bangui et ces localités périphériques atteint 25 km.

L'habitat péri-urbain est dispersé, à l'exception des deux grosses localités de l'ancienne route de Boali. L'unité de base est la concession familiale, qui regroupe le chef, quelques personnes apparentées, leurs épouses et leurs enfants. L'espace est entièrement débroussé, mais non clos. Les maisons rectangulaires aux murs de « poto-poto » et aux toits de paille alternant avec des greniers circulaires ou rectangulaires. Les différentes concessions sont nettement séparées les unes des autres et peu visibles pour qui ne les connaît pas. Les sentiers, étroits et nombreux, forment un labyrinthe dans lequel un guide est nécessaire. Cette disposition de l'habitat, qui décourage l'étranger et offre un refuge sûr à celui qui n'a pas payé l'impôt annuel, rappelle fortement les descriptions qu'ont laissées les premiers explorateurs européens et après eux, le R. P. TISSERAND (1953) de l'habitat pré-colonial. Mais il s'agit d'une reconstitution récente de la conception traditionnelle du village. Le chef Ngo Michel raconte les destructions massives de gibier effectuées lors de son installation au campement de cultures vers 1969 ; l'abondance du gibier marque bien des densités de population antérieures extrêmement faibles.

La région de Bangui ne se dépeuple pas. Bien au contraire, les villages les plus proches semblent bénéficier de leur situation, alors que d'autres secteurs plus éloignés souffrent de l'isolement. L'exode rural ne touche de manière certaine que ces derniers. Dans les cent premiers kilomètres, ce phénomène classique est soit inexistant, soit masqué. De plus, on observe très rapidement comme une saturation de l'espace, des tronçons de route de plus en plus éloignés bénéficiant successivement des records de croissance. Cette saturation est bien rapide, car les densités linéaires restent partout

faibles. Mais n'y a-t-il pas une contradiction majeure dans le fait que l'exode rural soit inversement proportionnel à la proximité de la ville ?

Les composantes de l'évolution récente

UN MOUVEMENT MIGRATOIRE DE LA VILLE VERS SA RÉGION

L'étude précise de certaines localités permet de préciser les caractéristiques et les causes de l'évolution démographique récente.

Un village le long de la route : Gba (km 45)

Gba appartient au secteur (Monzo I) qui a connu entre 1960 et 1976 la croissance la plus forte. Le village est actuellement le plus peuplé de la région étudiée et un de ceux qui ont le plus grandi : 13 maisons en 1959/1960, 81 en 1976 ; 54 h en 1966, 181 en 1976 (+235 %). Gba n'est pourtant pas un village récent ; installé auparavant près du ruisseau Tshyongolo, il a été déplacé sur ordre de l'administration coloniale le long de la route Bangui-Damara entre 1935 et 1939.

35 chefs de ménage groupés dans la localité principale ont été interrogés en 1975 sur leurs migrations. Un tiers de ces hommes seulement est originaire du village (Tshyongolo ou le long de la route) ; 10 sont nés dans la sous-préfecture de Damara, mais pas nécessairement dans des villages proches. 11 proviennent de plus loin, de sous-préfectures de l'est et du centre du pays, donc desservies par la route qui passe à Gba. Un dernier homme recensé est né à Bangui. Autour d'un fort noyau d'autochtones, presque tous rassemblés près de la maison du chef, s'est constituée une communauté composite. Certains ont choisi Gba parce que leur femme en était originaire, la plupart « par hasard ». La répartition ethnique est elle-même assez complexe. Village banda à l'origine, Gba a surtout attiré des Banda (21 hommes sur 35). Mais les Ngbaka Manza, également originaires de la sous-préfecture, les Manza du centre du pays et même les Gbaya de l'ouest, ainsi que des groupes sara de Batangafo, sont représentés.

La quasi-totalité des personnes interrogées ont passé une grande partie de leur vie en dehors de Gba. Seuls quatre hommes affirment ne pas avoir quitté le village, mais même parmi ces derniers, un d'entre eux, migrant saisonnier, partait à Bangui quatre mois par an. Les autres chefs de ménage sont arrivés récemment au village, comme le suggère l'examen des photographies aériennes et des recensements administratifs : 5 d'entre eux sont venus

avant 1965, 8 entre 1965 et 1970, 13 entre 1971 et 1974, 5 depuis moins d'un an.

Entre le départ du village natal et l'arrivée — ou le retour — à Gba, de nombreuses années se sont écoulées pour la plupart des hommes. Les migrations se sont faites en deux temps au moins, une ville ayant constitué une étape essentielle. 30 chefs de famille sur 35 ont été, à un moment de leur vie, des citadins, avec un domicile stable. Pourtant, la stabilité était précaire, puisque près de la moitié d'entre eux ont beaucoup voyagé, poursuivant des circuits parfois étonnants. Les séjours se sont déroulés essentiellement à Bangui, mais aussi dans des centres secondaires proches de Gba, et dans les grandes villes du sud tchadien (Moundou et Sahr), qui ont toujours été en relations étroites avec la partie médiane de la Centrafrique.

Il est tout à fait remarquable que 27 hommes sur 35 aient exercé au cours de leur vie une activité salariée, et ce parfois, pendant de nombreuses années. Trois seulement n'ont pas eu d'autre métier que cultivateur à la périphérie de Bangui.

TABLEAU III

Métier principal effectué au cours de leur vie par les personnes interrogées à Gba

Activités non salariées	agriculteurs.....	7 (dont 4 n'ont jamais quitté Gba)
	commerçant.....	1
Activités salariées sans qualification	manœuvres.....	14 (dont T.P. : 12)
	aide-mécaniciens...	2
	aide-chauffeurs....	4
	jardinier.....	1
Activités salariées exigeant qualification	mécanicien.....	1
	cuisiniers.....	2
	chauffeurs.....	2
	peintre.....	1
	TOTAL.....	35

Parmi ces activités salariées, la plupart ne demandent qu'une qualification très limitée. Bien que peu nombreux, les anciens salariés qualifiés sont loin d'être négligeables. Ils ont tous travaillé en ville et apportent au village leur expérience. Le chef actuel, né à Tshyongolo, est un ancien mécanicien. Sa nomination au poste de responsable de la communauté illustre le débordement des anciens habitants par les nouveaux arrivés.

Pour beaucoup, l'installation au village est la

conséquence plus ou moins lointaine d'un licenciement. Tous déplorent la cherté du coût de la vie en ville et les tracasseries infligées aux citadins. Il semble d'autre part que la majorité des personnes interrogées n'exploitaient pas de champs à la périphérie de l'agglomération, ce qui leur a posé un dramatique problème à la suite de la perte de leur emploi. Ne pouvant nourrir leur famille, ils ont préféré partir dans une région où la proximité d'un grand marché de consommation leur assurait des débouchés commerciaux réguliers. Le bitumage de la route Bangui-Damara (1964/1968), en supprimant la tôle ondulée et la poussière a certainement été un facteur supplémentaire d'attrait.

Le phénomène actuel de peuplement des villages repose sur la facilité des communications avec la ville. Ces liaisons expliquent la permanence de la localisation de l'habitat le long de la route.

Le dynamisme de l'habitat péri-urbain

La nature des hameaux péri-urbains diffère nettement de celle des villages établis le long de la route. Les regroupements se sont surtout faits par ethnies, Ngbaka Manza à Yangana et chez Ngo Michel, Zande à Mbay Ganabere. Les anciens occupants du sol, les Ali, qui ne disposaient que de droits très ténus, ont été submergés et ne se retrouvent que dans les villages installés le long de la route. Comme autour des centres secondaires, près desquels ils existent également, les hameaux péri-urbains permettent aux citadins de pratiquer l'agriculture sur des sols riches, tout en limitant les déplacements quotidiens. Toutefois, le dynamisme de l'habitat qui entoure Bangui est beaucoup plus grand, car l'agriculture est une activité peu compatible avec le développement d'une grande ville.

Pour l'évolution des localités péri-urbaines, un scénario commun peut être esquissé. Les personnes installées dans les hameaux étudiés sont venues des quartiers urbains proches (Boy Rabe, Fu, Galabaza, Meskine, Gobongo). Ces citadins ont abandonné leur champ épuisé à la suite d'une utilisation trop intense, ou l'ont perdu à cause du lotissement de nouveaux quartiers ou de la création d'équipements collectifs. Ce dernier facteur est essentiel, car il concerne des superficies parfois considérables : la fondation du cimetière de Ndrés, de la ferme expérimentale de la Mission Agricole Chinoise à Sakay et surtout du nouvel aéroport international de Bangui-M'Poko (1967) ont nécessité l'expulsion de nombreux agriculteurs. La période 1965-1968, époque de grands travaux autour de la capitale, coïncide avec la période de croissance des localités péri-urbaines.

Les modes d'occupation des hameaux évoluent : de temporaires, ils deviennent peu à peu permanents.

Mais même les habitants permanents ont conservé des liens avec Bangui : toutes les familles ont gardé au quartier urbain une maison qu'ils habitent pendant quelques semaines après la saison des cultures ou qu'ils mettent en location.

Les deux modes de répartition de l'habitat, quoique nettement différenciés, présentent néanmoins des points communs dont les principaux sont le dynamisme et une nette tendance à l'augmentation de la population. Il faut maintenant analyser et définir les processus en cours, apparemment peu compatibles avec les très faibles densités de la région.

EXODE RURAL - EXODE URBAIN

Essai de définition

Les causes du mouvement actuel de peuplement des environs de Bangui doivent d'abord être cherchées en ville. Les difficultés de subsistance pour celui qui a perdu son travail et qui n'a plus de champ, expliquent en grande partie le départ. De plus, depuis le début de la crise économique (1970), les banguiquois ont été touchés par une recrudescence des pressions policières et fiscales, qui ont pour but de renflouer quelque peu les caisses de l'État. Bien que théoriquement valables pour tout le pays, ces contrôles sont effectués et ces taxes sont perçues à peu près exclusivement dans la capitale. Bangui a perdu pour beaucoup de citadins, provisoirement peut-être, son caractère de terre de liberté qui était, pour le jeune rural, un des motifs de l'exode.

Mais le milieu rural d'accueil ne joue pas seulement un rôle passif. Outre les possibilités économiques qui seront évoquées ultérieurement, il présente d'autres atouts. Dans ces petites collectivités à la population installée de fraîche date et d'origine ethnique variée, les structures sociales, plus lâches, sont beaucoup moins contraignantes qu'en milieu traditionnel. A l'image du village Gba, les chefs anciens ont souvent été remplacés et les nouveaux ont été choisis parmi les arrivés récents originaires de la communauté. Le village attractif est sans doute celui où les jalousies sont les moins fortes. Un exemple « a contrario » est fourni par le village Pata, où un vieux chef a découragé toute évolution jusqu'à sa mort, en 1971.

L'attractivité des villages peut donc varier fortement en fonction de la nature des relations sociales qui unissent ses habitants. Ainsi pourrait-on expliquer la différence de comportement des deux parties du canton Monzo ; dans la première, les structures anciennes ont pu être bousculées, à l'image de ce qui s'est passé à Gba après le changement de chef. Dans le second tronçon, un certain nombre de villages restent répulsifs, à l'image de Pata.

Certains nouveaux arrivants essayent d'échapper encore plus complètement à ce milieu villageois. Pour cela, ils s'installent le long de la route, mais en dehors des localités principales, en créant un écart. Ainsi, la majeure partie des salariés travaillant dans les exploitations citadines habitent à proximité immédiate des bâtiments d'exploitation, isolés des autres localités. En règle générale, l'habitat dispersé est le fait de personnes non originaires de la région.

Comment dénommer ce mouvement de peuplement des environs de Bangui ? L'expression de « retour à la terre » est tout à fait impropre, dans la mesure où la ville d'Afrique Centrale n'est pas étrangère à l'agriculture. A. FRANQUEVILLE (1972), qui a étudié un phénomène voisin le long de la route d'Obala, au nord de Yaoundé, l'appelle « reflux de la ville vers la campagne ». FRANQUEVILLE note la grande mobilité de la population et une véritable symbiose entre la ville et les villages proches, les nouveaux ruraux envisageant souvent leur séjour comme étape provisoire en attendant de retrouver un travail. Ce désir existe également près de Bangui, mais il est presque toujours illusoire, étant donnée la situation de crise économique que connaît le pays.

Dans le cas de Bangui, nous proposons l'expression « exode urbain » qui marque le caractère répulsif de la grande ville pour certaines catégories de citadins. Comme l'exode rural, l'exode urbain n'a pas seulement pour but la recherche d'un travail, là hypothétique, ici de fortune, mais aussi l'éloignement par rapport à un milieu social et l'aspiration à la liberté.

L'exode urbain manifeste une véritable crise de la vie en ville.

Complexité des mouvements migratoires

L'exode urbain n'intéresse-t-il que la région de Bangui ? Des retours ont souvent été constatés dans les autres préfectures, mais toujours dans les villages dont les intéressés étaient originaires, ou bien au chef-lieu de la sous-préfecture d'origine. Mais une réinsertion dans le milieu familial rural est difficile en raison des structures sociales. Aussi, ces mouvements à longue distance ne sont souvent que des retours provisoires, et s'intègrent dans les relations étroites qui unissent les membres de la famille partis à la ville et ceux restés au village. L'exode urbain « définitif » lui-même n'est pas un phénomène simple. Le migrant ne renonce pas totalement à la ville, dans la vie de laquelle il a été profondément intégré. L'espoir d'un autre travail salarié, la possession d'une maison dans son ancien quartier, les visites relativement fréquentes, montrent cet attachement.

L'exode urbain proprement dit, qui présente au

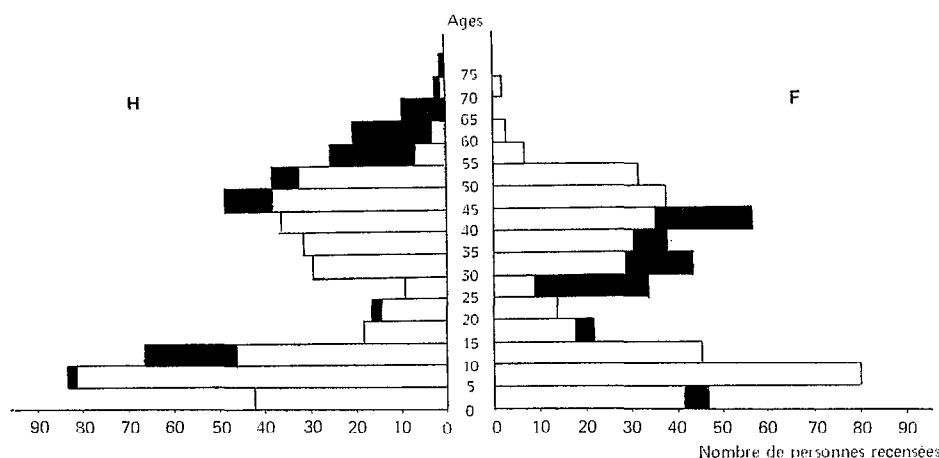


Fig. 4. — Pyramide des âges. Sous-préfecture de Damara, 15 villages (route Bangui-Sibut). Enquête rurale des sous-préfectures de Damara, Boali, Bossembele. Projet RCA/FAO-PNUD CAF/4.

moins un caractère de longue durée, est récent. Les photographies aériennes de 1960, qui révèlent des localités minuscules, le prouvent. M. SORET indiquait en 1961 que l'agglomération banguiquoise renfermait plus du tiers de la population totale originaire de la sous-préfecture de Damara. La région de Bangui avait été auparavant dépeuplée par l'exode rural.

Mais le mouvement actuel lui-même est complexe, comme le montre la pyramide des âges (fig. 4) établie à partir des enquêtes que la F.A.O. a menées dans quinze villages situés le long de la route Bangui-Sibut, et appartenant à la sous-préfecture de Damara (1). La répartition par âges est extrêmement originale. Le déficit considérable entre 15 et 30 ans manifeste l'intensité d'un exode rural qui touche la presque totalité des adolescents et des adultes jeunes. L'âge de départ est très précoce, surtout chez les femmes (10-15 ans). En revanche, l'élargissement de la pyramide se fait très tôt, vers 25-30 ans et la répartition par sexes des adultes présente une grande dissymétrie, les femmes dominant largement de 25 à 45 ans et les hommes à partir de 45 ans. Ces adultes sont la fraction de la population concernée par l'exode urbain ; les migrants ne sont pas des retraités, puisque l'âge de début des retours, proche de 30 ans, est particulièrement faible. Ces nouveaux arrivants sont donc un groupe dynamique, ouvert, de plus, aux innovations du fait de leur expérience passée. Le décalage entre hommes et femmes aux âges adultes est un phénomène curieux. Ne peut-on pas voir là — sous réserve bien sûr

de l'exactitude des déclarations recueillies — la conséquence du fait que les hommes ont tendance à se marier avec une première femme, et surtout à prendre d'autres femmes, nettement plus jeunes qu'eux ?

La région de Bangui est touchée, comme le reste du pays, par l'exode rural. Mais à cet exode rural ancien et toujours intense, s'est superposé un phénomène nouveau, l'exode urbain. Non entièrement inconnu dans les régions plus éloignées, le reflux des citadins prend à proximité de la capitale des caractéristiques très originales : sauvegarde des liens avec la ville, longue durée et installation en dehors du cadre ethnique. Cette mobilité provoque un renouvellement particulièrement profond et rapide de la population, et crée une véritable symbiose entre la ville et sa région. Les villages de la route de Damara ne constituent plus un milieu rural traditionnel : ils sont manifestement intégrés très étroitement dans la sphère d'influence de la capitale.

Dynamisme commercial et stagnation du niveau de vie

Le premier but de l'activité rurale reste partout l'auto-subsistance du groupe humain ; chaque exploitant pratique, à côté d'une polyculture variée, un petit élevage et de multiples activités de cueillette. Le citadin qui retourne dans un village cherche

(1) Enquête rurale des sous-préfectures de Damara, Boali, Bossembele (Ombella M'Poko, R.C.A.). Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. Projet RCA/FAO-PNUD CAF/4 polycopié, s.d. (vers 1970), 60 p.

d'abord la sécurité alimentaire pour sa famille, sécurité qu'un emploi urbain ne peut plus lui assurer. Mais un deuxième but s'est largement développé, celui de l'acquisition de revenus monétaires par la commercialisation d'un petit nombre de productions fournissant des contingents relativement importants. De véritables spécialités sont apparues et sont pratiquées par une large fraction de la population, surtout masculine. La proximité de la ville et la facilité des communications sont bien sûr les facteurs essentiels de cette évolution.

CARACTÉRISTIQUES DES SPÉCIALISATIONS COMMERCIALES

Plusieurs secteurs se sont constitués autour de spécialisations commerciales : agriculture dans l'auréole péri-urbaine, bois de feu le long de la route entre Begwa et km 30, charbon de bois (km 30-Damara), pêche et chasse au-delà. Seule l'auréole péri-urbaine s'est spécialisée dans les activités agricoles, les villageois installés le long de la route ayant préféré les activités de cueillette.

L'individualisation de secteurs est liée à l'existence de milieux naturels différents, aux caractéristiques de la commercialisation, enfin et surtout au degré d'intensivité de l'exploitation. La zone de forêt tropophile, riche en matériaux ligneux, a pu être exploitée pour la production de bois, tandis que le charbon est, près de Bangui, obtenu à partir de bois durs de la savane (*Terminalia glaucescens*, *Lophira lanceolata*, *Hymenocardia acida*, *Crossopteryx febrifuga*...). La commercialisation de produits pondéreux, tels que le bois et le charbon, nécessite d'autre part des moyens d'évacuation importants, que l'on ne peut trouver qu'à proximité de la capitale en raison de la vétusté du parc automobile et de la mauvaise organisation des transports. Les produits chers (poissons et viande de gibier) peuvent être acheminés sur de plus longues distances, à condition que des techniques de conservation soient appliquées (fumage). Enfin, le degré d'intensivité de l'exploitation joue un rôle essentiel : la chasse et la pêche, activités très extensives, ont été rejetées loin de la ville, à cause de la surexploitation antérieure des secteurs proches ; le bois et le charbon, moins rares, peuvent être trouvés plus près de l'agglomération. Dans l'auréole péri-urbaine, la pression de la demande citadine ne justifie plus et ne permet plus la pratique des seules activités de cueillette ; l'agriculture traduit une utilisation plus intensive du sol.

Les techniques employées sont souvent très proches des méthodes traditionnelles, surtout en ce qui concerne l'agriculture. Toutefois, quelques techniques nouvelles ont été adoptées avec enthousiasme.

L'exemple le plus remarquable est celui des fosses utilisées dans la fabrication du charbon de bois. Aux petits fours hémisphériques en usage dans le reste du pays ont été substituées des fosses parallélépipédiques creusées dans le sol et dont le contenu permet de remplir 7 sacs en une seule fois. L'adoption de cette technique remonte aux années qui suivirent la seconde guerre mondiale, quand la production fut lancée par deux entrepreneurs, un africain et un français, afin de ravitailler les « gazogènes » qui assuraient le transport du coton jusqu'à Bangui. A partir des sièges des exploitations (km 48 et km 62 sur la route de Damara), aujourd'hui abandonnés, la technique de la fosse s'est répandue dans toute la zone de production. L'emploi d'une main-d'œuvre salariée est la seule force de travail nouvelle à s'être développée, et ceci à la fois dans l'agriculture, la coupe du bois (utilisation d'une main-d'œuvre temporaire durant les défrichements) et pour la chasse. L'argent n'est pas toujours le mode de rémunération utilisé. Ainsi, le chasseur villageois auquel un citadin confie son fusil et apporte régulièrement des cartouches, est souvent payé en nature, lui-même conservant un gigot de l'animal tué.

LES PROBLÈMES POSÉS PAR L'ÉVOLUTION DES ACTIVITÉS

En revanche, les problèmes posés par l'évolution récente sont entièrement nouveaux. La forte demande urbaine provoque la transgression des règles traditionnelles d'utilisation de l'espace. La surexploitation entraîne la destruction rapide du capital naturel, tandis qu'aucun moyen nouveau de régénération des ressources n'est mis en œuvre. Dans l'auréole péri-urbaine par exemple, la vente du bois constituant une opération très intéressante, c'est l'ensemble des parcelles cultivées qui est mis en coupe réglée, sans considération des arbres protecteurs ; la pénurie de terres entraîne une augmentation des temps de culture et une diminution des temps de jachère. Par suite de l'exploitation du bois et du charbon, les formations végétales risquent d'évoluer rapidement, laissant la place à une savane à la strate arborée réduite, aux arbres tortueux et rabougris.

Les transformations les plus profondes affectent l'auréole péri-urbaine. La recherche d'une nouvelle parcelle y est une opération difficile. Là où l'occupation du sol est forte, on constate le passage des droits traditionnels à un droit de propriété plus ou moins affirmé. La terre est héritée à l'intérieur de la famille. L'étranger qui veut obtenir un champ doit se faire céder une parcelle par une personne déjà installée. Cette cession se fait à titre onéreux, les informateurs citant des transactions de 10.000 à 30.000 F CFA pour des parcelles d'un hectare.

Le prix d'un terrain relève de critères variés. L'élément principal entrant en ligne de compte est la valeur des cultures que porte le sol ; les parcelles plantées d'arbres fruitiers sont ainsi les plus estimées. Beaucoup plus original est le fait que, en l'absence de cultures, le prix du champ est évalué, non pas en fonction du travail qui y est effectué, mais par rapport à la valeur de la récolte précédente ou de ce que le nouvel exploitant peut espérer tirer de son acquisition. Fréquemment, la quantité de bois à abattre joue un rôle important dans cette détermination. En effet, le bois de feu permet non seulement, par sa vente, des revenus élevés, mais aussi la quantité disponible est une mesure indirecte de la fertilité du sol. Ainsi s'annonce une nouvelle conception du sol, envisagé comme un bien rare ayant en lui-même une valeur.

Le manque de terres et le montant élevé des transactions ont une conséquence aux graves implications, la mise en culture des pentes forestières des collines. Cette utilisation est étonnante, car elle ne tient absolument pas compte des conditions spécifiques du milieu naturel. Les pentes sont raides et le travail difficile. Mais les systèmes de culture sont identiques à ceux pratiqués sur les terrains plats égouttés. Les petites souches sont enlevées dans le but de vendre le maximum de bois. Le défrichement met à nu des sols peu profonds, fortement caillouteux. Aucun aménagement n'est fait, aucun système de limitation de l'érosion n'est connu. Les cultures pratiquées sont les mêmes que dans les champs de forêt situés en plaine.

Les champs en pente sont bien sûr soumis à une érosion considérable pendant la saison des pluies. Les dégradations ne semblent pas perçues par les agriculteurs, peut-être en raison de leur nouveauté et de la rapidité de la mise en jachère (2 à 3 ans). Il est même remarquable que les versants des collines soient considérés par ceux-ci comme des terres riches : les pentes, bien que demandant un travail pénible, sont préférées à certains terrains horizontaux. Pourquoi ? La réponse tient sans doute dans le maintien de la forêt, alors que celle-ci a disparu de nombreux espaces plats. Les sols, plus riches en humus, sont considérés comme meilleurs. La mise en culture des pentes n'est donc pas tant la conséquence d'un manque de place que celle d'une pénurie de sols forestiers.

Une exploitation maladroite, au profit d'avantages immédiats bien limités, ne risque-t-elle pas de conduire rapidement à une dégradation irréversible du capital naturel ? Le début de prise de conscience

du coût de la terre n'a pas encore provoqué l'invention de techniques nouvelles permettant sa préservation.

VERS UNE ÉVOLUTION DU MODE DE VIE ?

Les nouvelles conditions de commercialisation, inconnues tant en milieu rural traditionnel qu'en milieu urbain, ont-elles provoqué une transformation du mode de vie ?

Revenus élevés...

Tous les informateurs s'accordent à dire que les revenus sont élevés. Les quelques enquêtes effectuées, notamment à Gba (km 45), confirment largement ces déclarations. L'essentiel des revenus provient de la vente des produits de cueillette, en particulier du charbon. A Gba, l'homme peut espérer annuellement 100.000 à 150.000 F CFA de la vente du charbon, auxquels s'ajoutent 20.000 F CFA pour le bois de feu. Les revenus de l'agriculture sont plus faibles et sont surtout acquis par les femmes ; à Gba, les sommes les plus importantes (40.000 F CFA par an) proviennent de la vente du « ngbako », alcool de manioc fermenté par des graines de maïs. L'apport de la culture commerciale obligatoire — chanvre de Guinée *Hibiscus cannabinus*, appelé localement « roselle » — est négligeable et son seul mérite est d'arriver groupé au moment où il faut payer l'impôt : à Gba, cet apport a été, en 1974, de 2.000 à 23.000 F CFA selon les cultivateurs.

Les ménages interrogés disposent de revenus substantiels, que l'on peut évaluer à 200.000 F CFA, répartis à peu près régulièrement dans l'année. Ces sommes dépassent très largement les revenus des paysans situés loin de Bangui, et même ceux de la majorité des citadins (1). En dehors de la « zone charbon », les revenus annuels sont moins élevés, quoique restant importants.

La spécialisation dans les activités de cueillette est devenue une véritable course aux hauts revenus. Celle-ci compromet parfois l'agriculture elle-même. Dans la sous-préfecture de Damara, la superficie cultivée par actif agricole n'est que de 64 ares, alors qu'elle avoisine 80 ares sur la dorsale centrafricaine, dans les préfectures de Kemo et de Gribingui. Certaines activités sont délaissées. Cette négligence n'est pas très étonnante en ce qui concerne la culture de la roselle, manifestement inadaptée, encore moins rémunératrice que celle du coton et tout aussi obligatoire ; aux raisons psychologiques de son

(1) A Bangui, un manoeuvre employé dans l'administration gagne environ 7.000 F CFA par mois, un dactylographe 15.000 F CFA.

mauvais entretien s'ajoutent ici des justifications financières. Mais le laisser-aller dans le domaine des cultures vivrières est plus significatif ; dans la « zone charbon », alors que le « ngbako » (1) est préparé en grande quantité pendant toute la saison sèche, le manioc manque parfois et les villageois doivent aller l'acheter à Damara.

... Mais faiblesse du niveau de vie

Ces revenus élevés se manifestent très peu dans le paysage. Le village situé sur la route Bangui-Damara ne montre aucun signe de richesse supplémentaire par rapport aux villages plus éloignés de la capitale. Souvent même, il est moins coquet, les arbres sont absents, les maisons moins bien construites. Les seuls bâtiments en dur ou en semi-dur sont les sièges de quelques exploitations citadines. De même, les revenus servent peu à l'amélioration de la production : les outils sont à peine plus nombreux qu'ailleurs, à l'exception de quelques haches achetées à Bangui. Les dépenses d'équipement sont quasiment nulles.

Les dépenses élevées sont rares : bicyclettes, postes de radio à transistors sont peu nombreux dans les villages et ne peuvent être réparés une fois en panne. Les dépenses traditionnelles, à l'occasion des mariages et des fêtes, comptent sans doute parmi les plus importantes. Le montant des prestations matrimoniales a tendance à augmenter, dans la mesure où elles sont encore versées ; en effet, l'exode rural considérable des jeunes, et surtout des filles, a provoqué une très profonde destructuration sociale. L'impôt, malgré son relèvement, est mieux supporté que partout ailleurs le long de la route bitumée ; la vente de la roselle doit normalement y pourvoir, mais si son montant est insuffisant, il n'est jamais difficile de se procurer l'argent manquant.

En revanche, la caractéristique des budgets semble être le grand nombre de petits achats. Comme en ville, la circulation de l'argent est rapide, même à l'intérieur de la localité qui présente tout au long de la journée une grande animation : café chaud à l'aube, viande de bœuf achetée à un convoyeur tchadien le matin, produits des champs et alcools locaux à midi, petits produits manufacturés le soir à la lumière des lampes à pétrole, sont successivement proposés par les hommes et les femmes du village. On retrouve dans les villages certains aspects de la vie urbaine : café, viande de boucherie sont inconnus en milieu rural éloigné de Bangui. Mais les étals ne proposent que des objets peu nombreux et bon marché ; à peine trouve-t-on quelques chaussures en

plastique, quelques sous-vêtements, une ou deux chambres à air pour bicyclettes, parmi les articles les plus chers. L'infrastructure commerciale de la région est médiocre, et peu hiérarchisée : plutôt que de se déplacer à Damara, petit centre mal pourvu de 2.000 habitants, les anciens citadins préfèrent acheter à Bangui, où de nombreux liens sont conservés.

La pauvreté du mode de vie s'explique peut-être par l'utilisation immédiate de la plupart des revenus. L'épargne, qui n'est pourtant pas ignorée par tous, est rare. Or, les gains des ruraux proches de Bangui sont très dispersés dans l'année, grâce à la vente régulière de produits de cueillette disponibles à tout moment. Les gains groupés, qui seuls permettraient des achats importants, proviennent de l'agriculture dont les produits sont souvent négligés.

Ces ruraux, qui ne sont pas pauvres, n'ont pas encore su exploiter leurs nouvelles ressources. Malgré les relations fréquentes avec Bangui, malgré la circulation rapide de l'argent, le mode de vie n'a pas été bouleversé. Dans les dépenses, les biens de consommation dominant, et parmi eux, l'alcool est un des plus significatifs et le plus catastrophique. Aucune dépense d'équipement n'est réalisée et rien n'est réinvesti.

La course aux hauts revenus, caractéristique de la région, n'est pas accompagnée par une volonté de développement.

L'échec des interventions extérieures au milieu rural

Cette volonté de développement, qui manque au milieu rural, peut-elle être insufflée de l'extérieur ? Proche de la capitale, la région étudiée est fortement sollicitée pour des actions diverses. Quels sont leur impact et leur efficacité ?

LES EXPLOITATIONS CADASTRÉES (fig. 5)

Dans un pays où la règle reste le droit coutumier, la législation de type occidental a provoqué l'apparition d'un nouveau mode d'acquisition des terres. L'État laisse la jouissance du sol aux communautés villageoises et à ceux qui le cultivent, mais peut attribuer ces terres à des particuliers par suite d'une immatriculation. Afin d'éviter l'immobilisation légale de terres sous-utilisées, cette immatriculation se fait en deux temps : un extrait cadastral est d'abord délivré pour cinq ans, et est remplacé par un titre foncier définitif si, avant le délai prévu, un investissement minimum est réalisé par le bénéficiaire ;

(1) Alcool à base de manioc utilisant des graines de maïs comme ferment.

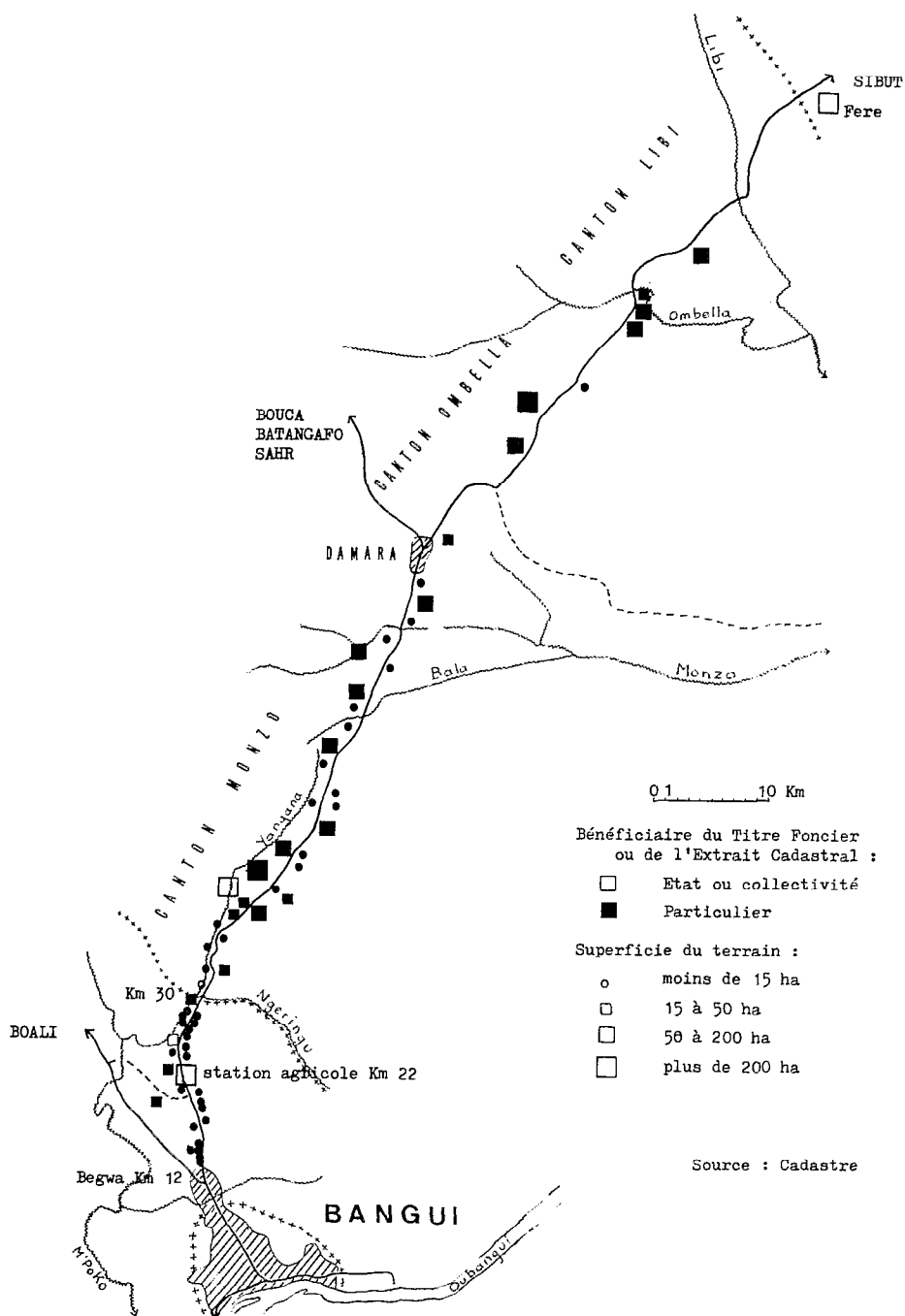


Fig. 5. — Exploitations cadastrées.

dans le cas contraire, le terrain est attribué à un autre demandeur. Mais les mécanismes ne fonctionnent plus en zone rurale depuis plusieurs années : les retraits suivis de réaffectation n'y sont plus systématiques et l'octroi des titres définitifs n'est plus

pratiqué. Il s'est instauré une situation de fait à l'avantage de ceux qui sont déjà installés ; un tel état de fait n'est pas favorable au dynamisme et à l'esprit d'initiative.

Les acquisitions des citadins se limitent aux cent premiers kilomètres et leur nombre diminue avec la distance à la capitale : 26 terrains entre km 12 et km 30, 32 entre km 30 et Damara (km 76), 7 entre Damara et la rivière Ombella (km 107), deux seulement au-delà. Avec la distance tend à augmenter la superficie moyenne : 12 ha entre km 12 et km 30, 37 ha entre km 30 et Damara, 91 ha entre Damara et l'Ombella. En effet, pour s'installer loin de Bangui, des moyens de transport et des capitaux importants sont nécessaires ; d'autre part, la place est moins limitée qu'à proximité de la ville, en raison d'une densité de population et d'une pression de la demande moins fortes.

Aucun terrain retenu n'est éloigné de plus de deux kilomètres de la route. L'accessibilité est le facteur primordial, car tracer et construire une piste carrossable sont des opérations qui dépassent les possibilités de la majorité des postulants. L'emprise foncière doit être déterminée non en fonction de la superficie totale, mais par rapport à la surface aménageable. Celle-ci étant étroitement liée à la route, une densité linéaire des concessions peut être établie. La « longueur de façade occupée » par les domaines cadastrés permet de montrer l'importance des réservations de terrains par secteurs.

TABLEAU IV

Longueur de façade occupée (a) par les terrains attribués

	Km 13- km 30	Km 30- Damara	Damara km 107	Unité
Longueur de façade totale.....	34	90	60	km
Longueur de façade occupée.....	10,4	19,1	7,1	km
% de façade occupée..	30,6	21,2	11,9	%

(a) : chaque kilomètre de route possède deux kilomètres de façade, un sur chaque côté de la voie.

Quoique faible en proportion de la surface totale, l'emprise foncière se concentre le long de la route, dans la zone d'agriculture villageoise. A proximité de la capitale, les deux modes d'occupation de l'espace entrent en concurrence. Entre km 13 et km 30, terrains concédés et pentes des collines laissent peu de place aux villageois, ainsi qu'à de nouveaux domaines.

A l'exception de deux domaines appartenant à l'État et de trois autres possédés par des collectivités, les terrains cadastrés sont détenus par des particuliers (2470 ha, répartis en 79 lots). La superficie moyenne de 31 ha cache des différences notables. Les grands domaines dominant largement en surface : 78 % de la surface concédée appartient à des ensembles

de plus de 50 ha, dont le plus grand atteint 400 ha. Les terrains de moins de 15 ha se sont toutefois multipliés depuis 1972, tandis que la classe intermédiaire est presque inexistante. L'attribution de terrains aux particuliers s'est largement faite en faveur d'une oligarchie. Comme le remarquait C. PRIOUL en 1969 (C. PRIOUL, 1972), les hauts fonctionnaires sont les premiers bénéficiaires : 25 attributaires avaient en 1974, une fonction de niveau hiérarchique au moins égale à celle de directeur (32 % des détenteurs de terrains, 51 % de la superficie concédée à des particuliers). La plupart des autres lots étaient attribués à des fonctionnaires de rang inférieur. Seuls détenteurs n'appartenant pas à la fonction publique, quelques commerçants possèdent de vastes domaines, pour lesquels ils sont parfois associés à de hauts fonctionnaires qui leur servent de protecteurs.

La mise en valeur de ces terrains est presque toujours partielle et extrêmement médiocre. Les moyens financiers des détenteurs sont le plus souvent inexistants, car les organismes bancaires ont suspendu les prêts au secteur agricole. Les seules ressources disponibles sont celles que procure la fonction : voitures de service, engins de terrassement et machines agricoles, mis à la disposition de leurs cadres par les ministères au titre de l'aide à l'agriculture et à l'élevage. En définitive, la plus grande partie des investissements sont à la charge de l'État. Les seules dépenses réellement effectuées par l'exploitant sont celles de fonctionnement, et notamment la paye des salariés. Mais même celles-ci sont mal assurées. Les salaires sont souvent versés avec des retards importants. Pour éviter cette charge et limiter ses frais, l'exploitant embauche rarement des habitants du village voisin et préfère amener de la ville des employés de confiance, souvent de sa famille. Ceux-ci sont peu nombreux et sans qualification. Ainsi, malgré l'aide importante apportée par les services publics dans la mise en valeur du domaine, le bénéficiaire ne peut, et le plus souvent ne veut pas, engager les dépenses de fonctionnement conséquentes. L'absence de gérant compétent et l'irrégularité des visites du patron, souvent causée par une indisponibilité de véhicule, ne peuvent permettre le développement d'une exploitation moderne.

Dans ces exploitations, les systèmes de culture pratiqués tiennent souvent d'une polyculture traditionnelle, du même type que celle pratiquée par les villageois. Le but est l'approvisionnement du marché banguiquois ; les plantations sont petites et peu nombreuses, le café — seule culture de plantation en Centrafrique — étant ici en position marginale, du fait du climat. Arachides en savane, riz en forêt, maïs et surtout manioc cultivés partout, petit et même gros bétail, sont présents dans les exploitations. Parfois, la rotation des cultures occupe le sol en attendant la pousse des arbres fruitiers (orangers)

plantés en même temps que le manioc. Les établissements commerciaux et surtout les six bars, destinés à une clientèle de promeneurs dominicaux, s'ajoutent à des exploitations agricoles de ce type.

Les terrains mis en valeur par des organismes d'État ne diffèrent pas sensiblement des précédents, sinon par leur taille plus grande (915 ha pour deux exploitations) et le grand nombre des salariés employés. La base agricole du km 22 notamment, active avant 1970, est actuellement composée d'un grand nombre de services rattachés à différents ministères. Seule l'exploitation d'ananas de l'I.N.R.F. (Institut National de la Recherche Fruitière) garde une certaine activité, quoique médiocre ; l'ensemble a peu d'impact sur la région. Même les travailleurs viennent en majorité de Bangui.

Réserver un terrain pour pratiquer une polyculture extensive sur une petite partie de sa superficie et utiliser pour cela de coûteux engins appartenant à l'État, sont déjà des formes de gaspillage. Mais bien plus grave est la dégradation du capital naturel, fréquente quand des moyens mécaniques sont employés. Les tracteurs sont utilisés pour des opérations de préparation des champs, mais aussi pour des labours qui ne tiennent pas compte de la spécificité des sols ferrallitiques. L'ignorance joue un grand rôle dans cette mésaventure, mais aussi une curieuse conception du rôle de l'État. Tout se passe en effet comme si l'exploitant voulait réaliser le maximum de travaux au moyen de la machine, qui ne lui coûte rien, afin d'économiser le plus possible sur les salaires que lui-même devra verser. Faute de capitaux et faute d'une réelle volonté d'entreprendre de la part du propriétaire, le gaspillage est énorme, gaspillage de crédits, gaspillage de machines qui restent souvent immobilisées pendant des semaines dans les domaines privés, et destruction des sols.

Il existe pourtant de belles réalisations, mais sur 79 lots, seules deux ont pu être relevées (km 60 et km 96). Les propriétaires sont des commerçants, dont l'un est associé à un haut fonctionnaire. Contrairement aux exemples précédents, les capitaux investis ont été importants. Mais les solutions apportées aux différents problèmes ont aussi été plus saines. L'exploitation n'est pas soutenue à bout de bras par un organisme qui a pour rôle de payer toutes les dépenses. Une réelle volonté d'entreprendre anime l'exploitant et le projet a bien pour but une agriculture moderne et vraiment rentable. Les risques sont évidents : la rentabilisation des investissements est aléatoire et de nombreux obstacles risquent de surgir, dont le moindre ne sera certainement pas la jalousie et les pressions qui s'abattent sur celui qui réussit.

RAPPORTS ENTRE VILLAGES ET DOMAINES CADASTRÉS

Faire cadastrer est conçu comme le moyen de

s'affirmer vis-à-vis d'une communauté villageoise à laquelle on n'appartient pas. Rares sont les citadins qui font immatriculer un terrain dans leur village ou même dans leur sous-préfecture d'origine, parce qu'ils y sont reconnus comme membres de la communauté.

Les rapports entre le détenteur du domaine et les villageois sont des rapports d'opposition, voire de conflit. Le cadastrage d'un terrain est pour le village une confiscation de place. Celle-ci peut être grave, puisque le choix se porte sur les terres riveraines de la route, qui appartiennent souvent à l'auréole de cultures d'un village. Les plus graves difficultés surgissent là où la densité de terrains est la plus élevée. Ainsi, entre km 13 et km 30, sur 34 km de façade routière totale, 10,4 sont occupés par des propriétés et 9,3 sont quasiment inutilisables du fait des pentes. Il ne reste donc que 14,3 km pour les villages, dans un secteur où la densité linéaire de population est de 113 h/km. Certaines localités ont dû subir en outre des déplacements, lors de la constitution de la plantation d'État du km 22.

Les indemnisations consenties par les nouveaux occupants aux villageois précédemment installés sur le terrain cristallisent d'autres oppositions. Les sommes forfaitaires versées, réglementées par l'administration, sont dérisoires, surtout à proximité de la ville et pour des exploitations bien tenues. C'est donc près de Bangui que les tensions qui résultent de ce système sont les plus fortes. Les agriculteurs-citadins, déjà auparavant astreints à de longs déplacements, sont rejetés encore plus loin à la périphérie de l'auréole de cultures. Ceci explique que, même après l'indemnisation, les agriculteurs reviennent pour bénéficier des produits qu'ils ont pourtant vendus. Les activités de cueillette se poursuivent ; la plupart sont bénignes pour la nouvelle exploitation, mais la propagation des feux de brousse allumés pour la chasse peut provoquer des dégâts importants et engendrer d'autres dissensions.

Le bilan des domaines cadastrés est largement négatif. Leur création apparaît avant tout comme la confiscation de terres bien situées au profit d'un groupe de privilégiés citadins qui bénéficient en outre de crédits — si rares pour l'agriculture villageoise — sous forme d'aides ou d'avantages de fonction. Le gaspillage constaté tient à l'absence de prise en considération des lois économiques simples, comme la rentabilité de l'entreprise — que ne favorise pas l'absence de contrôle de l'État sur l'utilisation de ses crédits — ou comme l'existence du coût du sol et du capital naturel. Les horizons économiques des exploitants sont limités. Ceux-ci conçoivent leur entreprise dans le cadre étiqué des difficultés d'approvisionnement de l'agglomération banguiquoise, et se satisfont de la situation de semi-

pénurie dont ils peuvent bénéficier en revendant la partie non-autoconsommée de leur production à des prix plus élevés. Le but de l'exploitation semble être de rentabiliser au plus vite les investissements personnels et de faire apparaître rapidement des bénéfices, compte non tenu, bien sûr, des apports extérieurs de capitaux. Les domaines de l'État procèdent du même état d'esprit. Il manque en fait aux exploitants une mentalité d'entrepreneurs, capables de prendre des initiatives et d'accepter les risques.

LE RÔLE DES ORGANISMES PUBLICS

Ce rôle est double : l'État intervient directement, par ses encadreurs de base ; il est de plus relayé, depuis 1970, dans sept villages de la sous-préfecture de Damara, par la F.A.O., dont le rôle est de tester des méthodes de promotion rurale adaptées à la situation locale.

L'action des services agricoles dans la région nord de Bangui ressemble à celle menée dans le reste du pays, malgré la spécificité de celle-ci. Faute de personnel suffisamment nombreux et suffisamment formé, cette action consiste surtout en la coordination des activités liées à la culture commerciale, qui est ici le chanvre de Guinée, plante textile servant à la fabrication de sacs et de cordages.

L'action de la F.A.O., beaucoup plus ambitieuse, devait mener à une rénovation de l'agriculture, par la détermination rationnelle d'un assolement, par l'application de traitements phyto-sanitaires appropriés et effectués correctement et par l'utilisation de la culture attelée, introduite après dessouchage mécanique du terrain. L'adoption de tels moyens exigeait la restructuration du terroir cultivé des villages, car les parcelles étaient trop petites et trop dispersées. Les champs ont été regroupés et fixés en un unique bloc de cultures par village, proche des habitations, ce qui pouvait favoriser en plus la coopération et l'émulation entre les villageois. Chaque exploitation familiale est composée d'une bande d'un seul tenant, avec une parcelle de chaque sole. Le but d'un tel système est d'attacher le paysan à sa terre et de lui donner le désir de faire des aménagements agraires durables dans son exploitation.

Le point le plus contestable du projet fut la détermination d'une rotation de cultures pour la région de Damara. Des enquêtes préalables mal conduites ont avancé l'idée fautive de la prépondérance de la roselle dans les revenus monétaires du paysan ! Un des buts du projet est donc le développement de cette culture commerciale. Placée en tête de la rotation, elle bénéficie de la meilleure préparation des champs, de l'épandage des engrais

et des insecticides. Les cultures vivrières traditionnelles (maïs, arachides, sésame, manioc), auxquelles a été ajouté le riz, occupent le sol pendant trois années et sont suivies par deux années de jachère. Également contestable est la détermination de la taille de l'exploitation en fonction du temps de travail disponible à l'intérieur de la famille paysanne.

Le projet a rencontré au départ une grande adhésion des paysans. Lors de la troisième campagne, la quasi-totalité des paysans des villages concernés participait au projet, sans contrainte d'aucune sorte. Ce succès s'explique en partie par les facilités de travail apportées par la mécanisation. Puis, par suite de certaines difficultés, comme l'indisponibilité des bulldozers et des tracteurs retenus au profit des domaines cadastrés, les agriculteurs se sont remis à préférer les champs « faits à la main » aux champs « de la machine ». Mais les difficultés ne nous semblent pas uniquement liées à ce problème technique.

L'étude des temps de travail a fait l'objet d'une approche uniquement théorique et quantitative. Il n'a été tenu compte ni de la répartition sexuelle des activités, ni des occupations annexes. Traditionnellement, le travail agricole de l'homme est moins intense et plus irrégulier que celui de la femme. Celle-ci, outre l'entretien des champs de cultures vivrières, doit assurer l'alimentation de la famille. L'homme quant à lui, une fois réalisés les défrichements et les labours, ne fait souvent qu'aider sa femme dans les autres opérations culturales, tandis qu'il se réserve l'essentiel des activités de cueillette rémunératrices (bois, charbon). Dans le cadre de l'agriculture modernisée, ce sont les occupations réservées à l'homme qui sont effectuées par la machine. Celui-ci, débarrassé de certains travaux, a-t-il été incité à prendre une part plus active à d'autres opérations culturales ? Dans de nombreux cas, las d'attendre les engins, il s'est plutôt mis à défricher une autre parcelle située en dehors du bloc de la F.A.O. pour y installer ses cultures vivrières. Parfois, il s'est encore plus spécialisé dans les activités de cueillette, non prises en considération par le projet, limitant ainsi sensiblement le temps disponible pour l'agriculture. De toutes façons, la force de travail familiale a été surestimée et les parcelles nouvelles ont été aussi mal entretenues que les champs traditionnels.

Enfin, la provenance et le montant des revenus ont été mal étudiés, étant donné qu'il a été seulement tenu compte des revenus agricoles, à l'exclusion de toute vente des produits de cueillette. Avant le début du projet, la valeur de la production agricole était estimée à 35.000 F CFA (part commercialisée + part autoconsommée), dont 2.200 F CFA pour la roselle. Le bilan prévisionnel des recettes indiquait

13.000 F CFA pour la roselle (sur un total de 82.000 F CFA) en fin de projet. En favorisant la culture de rente, la F.A.O. suit la politique agricole officielle, mais compromet ses chances de succès, en choisissant une spéculation peu rémunératrice. Le revenu prévu pour l'agriculteur à la fin de l'opération reste faible, et inférieur aux gains que le villageois peut obtenir par d'autres moyens. De plus, la culture de la roselle assujettit le paysan à des circuits commerciaux mal organisés et à une spéculation d'avenir incertain.

Les interventions extérieures ne répondent pas aux problèmes posés par le milieu rural de la région de Bangui. Elles tendent au contraire à créer, sur de nouvelles bases, une économie agricole plus conforme aux conceptions des responsables. Cette inadaptation a conduit, non seulement à l'échec, mais aussi à des conflits avec les communautés, pourtant ouvertes au changement : conflits déclarés avec certains exploitants privés, négligence dans la culture de la roselle, désintérêt vis-à-vis du projet F.A.O. Les échecs ne démontrent pas l'impossibilité du passage à des techniques plus intensives. L'agriculture reste une activité peu rémunératrice par rapport à la cueillette, mais elle l'est d'autant plus qu'elle est basée sur des cultures pauvres et exigeantes en travail, comme la roselle. Le choix des spéculations est essentiel. Seules des productions riches seraient susceptibles de concurrencer le bois et le charbon. On peut penser à des denrées destinées à être conditionnées dans des usines locales (ananas, agrumes, riz). Mais la région de Bangui devrait être en priorité consacrée à l'approvisionnement de la capitale en denrées vivrières, approvisionnement auquel elle ne peut même pas suffire.

Le sous-peuplement est la principale caractéristique de la région de Bangui. Il conditionne la vie locale ; les communautés villageoises, petites, ne peuvent bénéficier d'infrastructures suffisantes sur les plans administratif, commercial, social, ni d'un encadrement agricole adéquat. Les centres de services sont rares, et Bangui, malgré la distance souvent grande, est le principal but des déplacements. Le sous-peuplement handicape également la vie urbaine. En raison de la dispersion et de l'éloignement des centres de production, l'approvisionnement de la ville est à la fois coûteux et irrégulier.

On peut considérer que l'évolution actuelle des environs de la capitale tend à résoudre les problèmes du sous-peuplement. Bangui crée son propre espace rural en fonction de ses besoins. L'exode urbain est la réaction saine d'une ville acculée à de graves difficultés. Les migrants, jeunes et dynamiques, auparavant inemployés à la ville, permettent à la fois le renouvellement des structures sociales villageoises et l'accroissement de la production. L'exode urbain paraît apte à susciter l'apparition d'une vie régionale ; il le serait encore plus si les migrants se répartissaient plus régulièrement dans l'espace et si de nouvelles pistes étaient créées.

Mais les méthodes de mise en valeur pratiquées, toujours très extensives, ne peuvent s'accommoder d'une forte augmentation de la population, en raison d'un seuil au-delà duquel les ressources naturelles sont surexploitées. Les dégradations irréversibles du capital naturel montrent que ce seuil est parfois dépassé. La recherche de revenus élevés et l'abandon de l'agriculture au profit de la cueillette expliquent cette évolution dangereuse. Le sous-peuplement n'est pas enrayé, mais déjà le mode de mise en valeur a atteint la limite supérieure de ses possibilités. Le milieu rural proche de Bangui est tout à la fois actif et bloqué.

Pour résoudre cette impasse et promouvoir un réel développement rural, une action extérieure est indispensable : création de nouvelles routes, promotion de cultures rémunératrices, adoption de nouvelles techniques, contrôle de la mise en valeur des domaines cadastrés sont des objectifs prioritaires. Mais l'inertie actuelle des services de l'agriculture est elle-même une des causes essentielles de la crise économique que connaît le pays et qui se manifeste surtout par la chute de la production agricole et le repli des activités sur la capitale. Le dynamisme du milieu rural, qui trouve dans la crise ses origines, y rencontre également ses limites. Pourtant, une action extérieure peut être plus facilement acceptée par les paysans proches de Bangui que par ceux des villages éloignés, attachés aux modes d'exploitation traditionnels, mais à condition que soient correctement analysées les motivations de ces nouveaux ruraux.

Manuscrit reçu au Service des Publications de l'O.R.S.T.O.M. le 19 octobre 1978.

BIBLIOGRAPHIE

FRANQUEVILLE (A.), 1972. — Les relations ville-campagne sur la route au nord de Yaoundé. *Cahiers O.R.S.T.O.M., sér. Sci. Hum.*, vol. LX n° 3 : 337-387.

PRIOUL (C.). — L'évolution de la propriété foncière dans la région de Bangui. Colloque de Talence, 1970. *in* : La croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar. C.N.R.S. Paris, 1972, p. 955-960.

SORET (M.), 1960. — Bangui, Étude socio-démographique de l'habitat. O.R.S.T.O.M., Brazzaville,

TISSERAND (R. P. Ch.), 1953. — L'agriculture dans les savanes de l'Oubangui. *Bulletin de l'Institut d'Études Centrafricaines*. n° 6 : 209-273.